

## IDÉES

GEORGES ANGLADE 1944-2010

## La crise annoncée est hélas arrivée...

L'auteur québécois d'origine haïtienne Georges Anglade et sa conjointe, Mireille Neptune, sont décédés dans la tragédie qui a frappé Haïti. Nous publions ici une chronique signée par l'écrivain et publiée le 10 avril 2008 dans le quotidien de Port-au-Prince, Le Nouvelliste, ce journal étant lui-même durement éprouvé par le drame. Il a signé en 2007-2008 une chronique hebdomadaire intitulée L'Hebdo de Georges Anglade.

**L'**actualité a de ces impératifs, surtout quand cela fait longtemps qu'on leur dit que l'exaspération produite par la vie chère, passé un certain seuil, se traduit par des émeutes de la faim. Dans son rapport au Conseil de sécurité en date du mercredi 26 mars 2008, donc à seulement deux semaines d'aujourd'hui, le secrétaire général des Nations unies, à propos de la Mission pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) écrit (paragraphe 16, au point IV sur la sécurité): «Le nombre de manifestations dirigées contre le gouvernement pour protester essentiellement contre la vie chère a augmenté. La MINUSTAH a recensé 164 manifestations de ce type au cours des six mois se terminant en août 2007 et 258 durant les six mois qui ont suivi.» On ne peut donc pas dire que les événements commencés aux Cayes la semaine passée sont une subite manifestation spontanée, localisée de surcroît, car le document prend soin de préciser dans la phrase suivante: «Bien qu'elles soient d'ampleur limitée, elles ont eu lieu dans un certain nombre de régions du pays.»

On peut croire volontiers le rapport d'il y a deux semaines de Ban Ki-moon sur l'extension, à un certain nombre de régions au pays, des manifestations dirigées contre la vie chère, puisqu'il s'agit quand même de 422 cas documentés en 12 mois par les Blancs. Ce n'est pas rien!

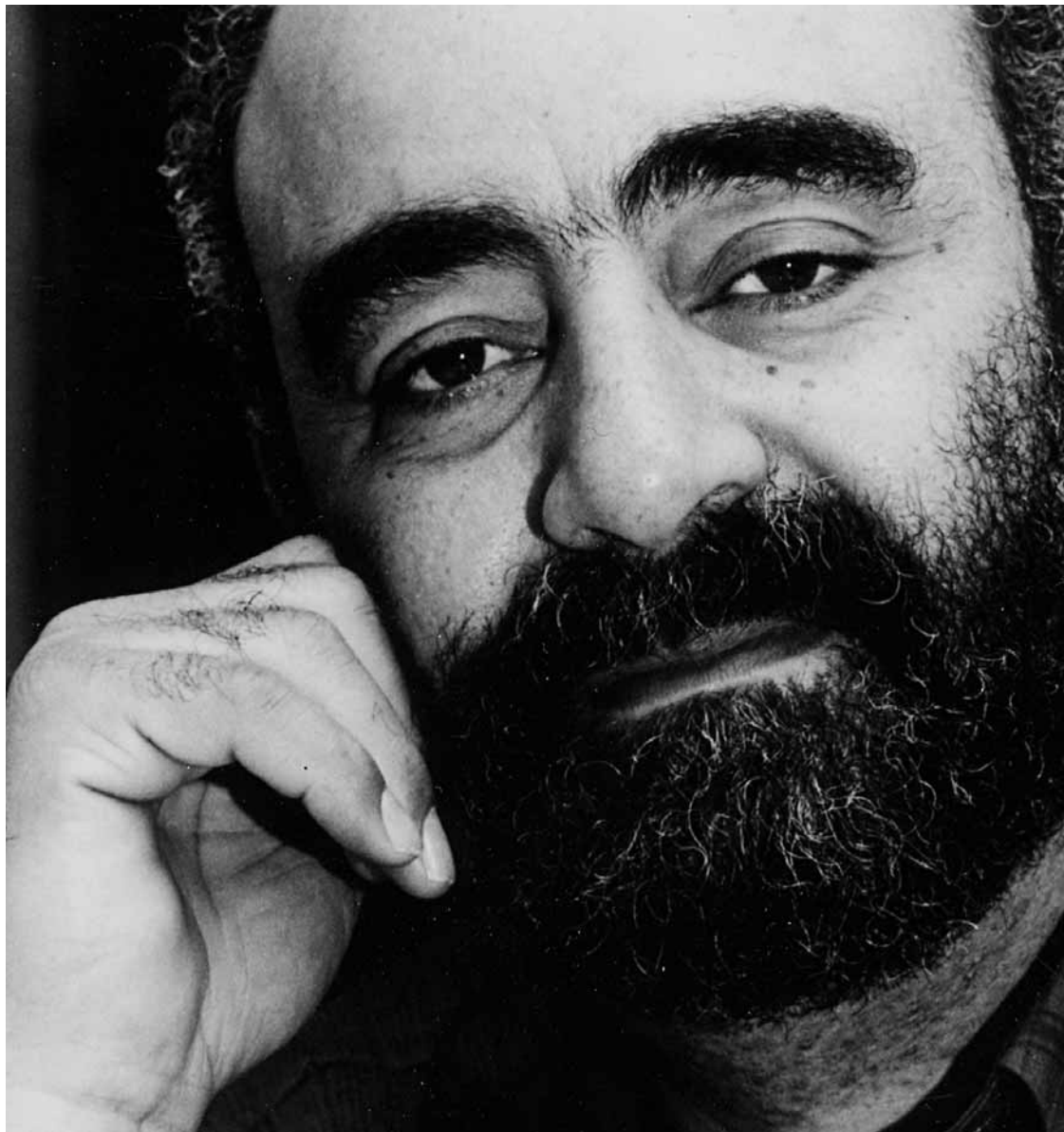
La question qui vient immédiatement à l'esprit, le vôtre comme le mien, est: qu'est-ce qu'on fait si ça passe à une échelle différente, parce que visiblement ça peut passer à plus sérieux, et qu'il est du devoir d'un gouvernement de prévoir le cas probable d'une généralisation des émeutes au pays entier? Y a-t-il un plan spécifique pour faire face à ça? Je m'en réjouirais, avec vous et comme vous, si c'était le cas. Mais un doute m'assaille.

## Problème réel

Ça grouille et magouille... mais sur fond d'un problème réel. C'est grave assez comme moment pour ne pas nous défilier devant aucun des aspects de la crise. Y a-t-il des pêcheurs en eaux troubles? Oui sans doute, comme partout où il y a des eaux troubles à leur convenir. Et puis après? L'important me semble être ce qui trouble l'eau, et c'est bel et bien l'état de *grangou* [mot créole qui signifie «avoir faim»] qui s'est généralisé, faute d'un pouvoir d'achat.

Autour de cette crise, des mouvances ondoyantes et diverses grouillent et magouillent actuellement... et je ne sais effectivement rien de ces dessous. Mais il me suffit de savoir qu'il y a, en vérité, une désespérance bien réelle d'un peuple souffrant. Et même si l'étincelle sur une barrière de poudre vient d'une main pyromane, c'est bien l'existence de la barrière de poudre le principal problème, qui va conforter la crise dans sa pertinence sociale et économique de famine annoncée, dont la dernière remonte, si je me souviens bien, aux années 1974, dans le Nord-Ouest.

Nous sommes au mois d'avril 2008, comme nous étions au mois d'avril 2006 quand la nouvelle saison des mangues nous avait donné les sérieux signes d'inquiétudes à avoir: consommation de mangues vertes et abattage de man-



Georges Anglade

SOURCE BORÉAL

guiers. Avril, c'est toujours et encore le coup d'envoi de la saison, mais dans cet avril de ces jours-ci, il faut rajouter un nouveauté pernicieuse, les prix deux ou trois fois le prix habituel des mangues en début de saison, ce qui fait converger tous les fruits vers le marché de Port-au-Prince dans la quête de numéraire.

## Les mangues

La métamorphose des mangues: de vivres elles passent à denrées. La soudure habituelle de cinq mois, assumée par les manguiers à l'échelle du pays dans le calendrier agricole, risque fort d'être perturbée. Les mangues, de vivres à bas prix, sont devenues des denrées à prix fort, donc des occasions de percevoir un peu du numéraire indispensable pour faire face aux autres besoins et autres produits, eux aussi en hausse. Pour les plus pauvres, en plein les mois qui s'en viennent, en plein l'été qui s'en vient, c'est la famine, car alors, même la mangue leur sera inaccessible!

Or, ces plus pauvres sont plus des trois quarts de la population totale du pays, avec une concentration de misère dans le rural surtout. C'est l'arithmétique désespérante dont nous parlions la semaine dernière. Tous les glissements, qui s'opèrent actuellement, nous conduisent subrepticement, mais sûrement, au dernier palier de la crise: la famine.

Nouveau nom de la crise: famine. Nouvelle cause de mortalité: la faim. On n'en a pas connu sur grande échelle depuis 34 ans, 1974. Et voilà que son spectre menace, malgré les transferts, car il n'y a pas de travail et pas assez d'argent. Ce ne sont plus des émeutes de la faim qu'il s'agit de

craindre maintenant, ce qui était déjà passablement complexe, mais d'un tout autre phénomène nettement plus creusé, infiniment plus difficile à juguler, d'autant plus que la sollicitude internationale se mobilise dans ces cas de grandes catastrophes, et vous déverse dessus ses cargaisons, certes indispensables au jour le jour, mais reculant d'autant vos capacités de relance de votre production agricole.

## Crise extrême

Que retenir? Trois choses. Prendre conscience que nous entrons dans une crise aux manches longues, qui va bien vite révéler sa nature outrancière de famine, en attendant tout le cortège humilant de la charité des humanitaires de la famine, et le battage médiatique international pire que couteau pharmacie.

Se convaincre que cette crise-là, contrairement aux autres ordinaires qui se suivent et se remplacent sans attendre, est cette fois d'une nature autrement plus complexe, et qu'elle ne se satisfera pas de demi-mesures et d'effets d'annonce, d'incantations et de proclamations.

Réaliser que le propre d'une crise extrême et nouvelle (comme jamais on en a eu à affronter, puisque 1974 était localisé et qu'ici c'est généralisé) est aussi de porter en germe des solutions radicales qui sortent des petits ajustements quotidiens... pour contraindre aux changements de fond, aux ruptures indispensables d'orientation. Et puis après? Nous savons que nous entrons dans une crise totale capitale... mais nous n'avons aucune idée du comment et du quand nous nous en sortirons. Ni dans quel état.

## La solidarité ponctuelle

DANIEL LANDRY

Enseignant de sociologie et d'histoire au collège Laflèche

**L'**e séisme qui a frappé Haïti mardi est non seulement le plus gros ayant touché le pays depuis deux siècles, mais il en a frappé le cœur, soit Port-au-Prince, la capitale de plus d'un million d'habitants. Les conséquences d'un tel événement sont immenses: décès par milliers, disparitions, désorganisation politique et désorganisation des secours, risques d'épidémies et flambées de la violence.

Pour Haïti, aux inégalités économiques énormes, aux crises politiques importantes ainsi qu'aux catastrophes naturelles des dernières années (juste à penser au cyclone Jeanne et aux inondations qui s'en suivirent dans les Gonaïves en septembre 2004) s'ajoute cette nouvelle crise, d'une brutalité inouïe.

## Générosité exceptionnelle

Évidemment, dans un tel contexte, plusieurs médias tirent avantage du drame par la réalisation de reportages sensationnalistes, tribunaux d'un voyeurisme malsain et dégoutant. Mais plutôt que d'ajouter du cynisme au drame, attar-

dons-nous à l'exceptionnel élan de générosité des gouvernements et des populations.

En quelques heures seulement, les secours s'organisent et d'importantes campagnes de collectes de fonds se mettent en place. De nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) comme Oxfam ou la Croix-Rouge (sans oublier le travail du CECI) travaillent ardemment pour aider les Haïtiens à relever de ce nouveau choc. La tâche s'avère gigantesque, mais la volonté politique et populaire semble au rendez-vous. Il n'y a qu'à penser à la sensibilité québécoise, qui est particulièrement remarquable compte tenu de la présence importante d'une communauté haïtienne en son sein (environ 130 000 habitants).

## Solidarité

Un tel déploiement d'efforts rappelle celui qui a suivi le tsunami sur les côtes de l'océan Indien le 26 décembre 2004. À ce moment, 13,5 milliards de dollars avaient été amassés, soit l'équivalent de 7100 dollars par personne touchée par la catastrophe. Comment pourrait-on parler d'apathie populaire après cela? Des manifestations solidaires d'une ampleur aussi importante ne peuvent faire autrement que nous réconcilier avec les actions de nos gouvernements et de nos concitoyens.

*A contrario*, ces événements nous poussent toutefois à nous questionner sur la régularité de notre générosité. Faut-il une catastrophe pour faire réagir les plus fortunés? Depuis 1961, les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont fixés une cible pour l'aide internationale qui devrait atteindre 0,7 % de leur produit intérieur brut (PIB). Or, le Canada est encore bien loin de l'atteinte de cet objectif, consacrant environ 0,3 % de son PIB à cette aide. Il semble pourtant évident que si les dépenses de guerre en Afghanistan étaient consacrées à l'aide au développement, cette cible serait facilement atteinte. Mais cela est une autre question, diront certains.

L'exemple haïtien offre une démonstration éloquente des importants moyens (humains, financiers et techniques) que la communauté internationale peut mettre en place en peu de temps. À travers ces circonstances tragiques, il est impératif de s'interroger sur l'absurdité de la situation: des stratégies pour réduire les inégalités existent, mais ne sont déployées que de manière ponctuelle, dans des circonstances extrêmes et tragiques. À partir des événements des derniers jours en Haïti, souhaitons que nous puissions passer d'une solidarité ponctuelle à une solidarité durable et organisée.

## Une arme de soumission massive



LISE PAYETTE

«L'idiotie est une maladie qui va bien avec la peur. L'une et l'autre s'engraissent mutuellement, créant une gangrène qui ne demande qu'à se propager.»

- Philippe Claudel

Le Rapport de Brodeck (Stock)

**A**utrefois, l'Église catholique nous faisait peur avec l'enfer, où nous allions brûler pour l'éternité. Il y avait le Bonhomme Sept Heures qui hantait nos nuits. Très jeunes, on nous a appris la peur. Ça servait l'autorité sous toutes ses formes. Les peurs d'aujourd'hui sont très réussies aussi, et je suis convaincue qu'il y a des «spécialistes de la peur» qui en font un métier. Faire peur au monde, ça permet d'arriver à ses fins sans trop se fatiguer.

J'ai été fascinée pendant les dernières semaines de 2009 par la peur qui s'était emparée de la majorité de mes concitoyens devant la grippe A(H1N1), dont on nous avait rebattu les oreilles du matin jusqu'au soir, jusqu'à écoeurement total, mais en nous vantant toujours la grande générosité de notre merveilleux gouvernement, le dévouement du corps médical et les prouesses des fabricants de vaccins. Personne n'a jamais osé analyser la peur panique qu'on avait suscitée dans la population pour l'amener à la plus parfaite soumission en un temps record. Si les plus pressés ne se sont pas battus entre eux dans les files d'attente pour être vaccinés plus vite, ce n'est pas l'envie qui a manqué. Certains ont même réclamé ce «privilège», croyant leur mort prochaine. Il n'y a jamais eu autant d'aiguilles à la télévision, à chaque bulletin de nouvelles.

Juste avant Noël, la folie de la grippe était pratiquement terminée. Je me suis dit: enfin, on va pouvoir reprendre une vie normale et cesser d'avoir peur. On va pouvoir embrasser ceux qu'on aime, serrer la main aux copains, prendre les enfants dans nos bras. C'était en sorte espérer que le monde redevenne normal, un peu frondeur, un peu insouciant. Nous en avions bien besoin, car nous sortions d'une période particulièrement difficile.

Nous avions encaissé coup sur coup la crise économique, les pertes de la Caisse de dépôt, les scandales de la corruption qui a fait son lit à tous les niveaux de pouvoir, l'entêtement de Jean Charest qui se bouche encore les oreilles pour ne pas nous entendre réclamer une commission d'enquête, les élections municipales, les soupçons au sujet de certains syndicats, les conflits d'intérêts de certains ministres, l'inconscience de Stephen Harper à Copenhague, l'odieux d'une fin de session qui méritait qu'on envoie tout le monde aux douches, c'était déjà beaucoup.

Et par-dessus ça, on nous annonçait des hausses de pratiquement tous les tarifs, Hydro, péages sur les autoroutes, augmentation de ceci ou de cela, pour bien nous étouffer une fois pour toutes. Sans aucune gêne, le ministre des Finances nous propose même de choisir nous-mêmes où on veut être augmentés, histoire de pousser le cynisme un peu plus loin encore. «On va vous rachever», dit en somme le gouvernement, mais on vous laisse le plaisir de choisir comment vous voulez mourir.»

Nous commençons seulement à nous en remettre, à nous refaire des forces pour faire comprendre à ce gouvernement qu'il va devoir renflouer ses coffres autrement qu'en vidant nos poches encore une fois. Que cette fois, nous exigeons qu'il fasse le ménage dans ses propres tiroirs, qu'il cesse de jeter notre argent par les fenêtres et qu'il se réinvente autrement qu'en enrichissant les riches et en appauvrissant les pauvres. Que Jean Charest arrête de se prendre pour Louis XIV.

Il fallait convaincre la population, enfin, de cesser d'avoir peur. De se tenir debout afin qu'on puisse les compter. D'affirmer leur détermination à voir les choses changer et à refuser de se faire mentir au visage avec cette sorte de désinvolture qui caractérise le présent gouvernement. Tout un programme. Un beau programme.

Puis, juste avant Noël, un jeune homme a voulu faire sauter un avion qui terminait son voyage d'Amsterdam à Detroit. Et la peur est revenue, plus sûre d'elle que jamais. Elle s'est répandue à la grandeur de la planète en quelques minutes. On a tout revu: les tours du World Trade Center, l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan, les morts de partout étendus dans les rues, des soldats, parfois, mais aussi des civils, des femmes et des enfants. Le terrorisme a repris ses droits à l'information. On a multiplié les fouilles dans les aéroports. On va «scanner» les passagers dans l'espoir de fouiller les cœurs et de lire dans les pensées. La peur est revenue. La peur a de nouveau gagné.

Et comme si ça ne suffisait pas, on rallonge la liste des pays sous haute surveillance. On pointe du doigt. La peur est mauvaise conseillère. Elle risque de nous priver de toutes cette énergie dont nous aurions besoin pour remettre de l'ordre dans notre propre maison.

J'ai bien peur que 2010 soit une autre année de gangrène. À moins qu'on ferme la porte à la peur, d'où qu'elle vienne. Une fois pour toutes.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec); information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpéré (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Alexandre Shields (reporter), Dominique Remy (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Prévost (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andrée Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumais (correctrices); Paul Cauchon et Benoît Munger (responsables du site Internet); Jean-Jacques Coulombe et Émilie Folie-Boivin (communis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emond (communis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bherer (Ottawa); PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Véronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filon, Yannick Morin, Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filon, Marie-Luce Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Latleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.